

autonomie fédéraliste

informations

numéro 13
juillet 1964

REUNION INTERNATIONALE DE "AUTONOMIE FEDERALISTE"

Le 28 juin s'est tenue à Bâle, sous la présidence de Bernard Lesfargues, la septième réunion internationale de Autonomie Fédéraliste, à laquelle ont participé quarante-huit personnes, représentant seize villes européennes.

Le rapport politique a été fait par Mario Albertini. Il s'est occupé de deux problèmes fondamentaux: la conquête du pouvoir à l'intérieur du M.F.E. de la part de Autonomie Fédéraliste, et la conquête de l'influence sur l'opinion publique de la part du fédéralisme, sur la base des thèmes exposés dans les deux articles Une victoire à la Pyrrhus et Notre programme d'action jusqu'à la fondation de la Fédération européenne.

En ce qui concerne le front intérieur, nos thèses ont déjà reçu les premières confirmations. La majorité n'a pas encore réussi à formuler des directives claires pour mettre à exécution la politique approuvée à Montreux, elle s'est divisée à ce sujet dans le dernier Comité central en une série d'opinions divergentes et a fini par admettre que cette politique doit encore être étudiée. Elle est donc, comme nous l'avions prévu, incapable d'agir, du moins pour le moment. C'est peut-être pour cette raison qu'elle essaie justement de s'emparer du Recensement. Etant donné cette situation notre tactique doit viser à renverser les majorités dans les sections, en portant à la base la division politique que nous avons réussi à imposer à Montreux. Dans ce but nous devons augmenter le nombre de ceux qui sont inscrits au Mouvement, et nous pouvons le faire à travers le Recensement, nous devons demander que les assemblées des inscrits se prononcent, exiger que se réunissent des assemblées, pour légaliser la situation là où il ne s'en réunit plus depuis longtemps, et enfin, mettre en pratique l'autofinancement pour prouver que Autonomie Fédéraliste sait faire vivre les sections de façon efficace même sur le plan financier.

En ce qui concerne le front extérieur, le Recensement est désormais lancé et il est en train de parcourir la première phase que nous avons prévue, l'extension à toute la zone du M.F.E. C'est pourquoi il devient urgent de définir sa signification politique, c'est-à-dire ses rapports avec toutes les autres organisations politiques, y compris les partis. La lettre à toutes les organisations libres d'Europe (que nous reportons en annexe) invite toutes les organisations en question à participer au Recensement. Elle montre que la conquête de l'autonomie théorique, financière, politique et organisationnelle nous a permis d'entreprendre une action qui fait travailler les autres au service de la Fédération européenne, au lieu de faire travailler les fédéralistes, comme c'était le cas par le passé, au service de telle ou de telle politique nationale soi-disant européenne.

Albertini a conclu son rapport en établissant un parallèle entre le Front démocratique européen de la majorité et le fait que le Recensement est ouvert à toutes les forces de la liberté européenne, et en faisant observer la différence qui existe entre ces deux politiques. Le Front, qui en réalité ne se développera pas parce qu'il n'a pas d'espace politique, laisserait les fédéralistes à la merci des forces nationales, quantitativement supérieures. Au contraire le Recensement fait travailler tout le monde pour le pouvoir constituant du peuple fédéral européen.

Au cours de la discussion qui a suivi, on a surtout parlé du front intérieur. Seul Giovine a observé, en ce qui concerne le front extérieur, que la perspective exprimée dans notre programme d'action était peut-être un peu trop rigide. Cependant il en a reconnu la valeur en tant que ligne stratégique pourvu qu'on y apporte toutes les variantes tactiques au fur et à mesure que les événements le rendront nécessaire.

La plupart des autres interventions (Caizzi, Bolis, Viterbo, Gandossi, Lesfargues, Plantier) ont plutôt eu trait au développement de la Campagne du Recensement pour ce qui est de son avenir immédiat et de ses rapports avec le Mouvement. On a fait observer l'élargissement de la Campagne à la base et ses effets salutaires sur le Mouvement et sur l'opinion publique, mais en même temps on a manifesté la préoccupation que la campagne soit dénaturée, si l'on n'y prend pas garde, justement à cause de son extension, d'abord à tout le M.F.E., puis aux autres organisations européistes.

A ces préoccupations ont répondu Malcovati et Gruber, en exprimant leur confiance en les possibilités de contrôle inhérentes au mécanisme même de la Campagne en raison de

la structure de la Commission de Contrôle et du texte de la fiche. Puis, avec d'autres concepts, sont intervenus S. Pistone et Cavalli. Cavalli a rappelé que jusqu'à ce jour nous nous sommes considérés comme la gauche du fédéralisme, comme ceux qui se battent avec le plus de cohérence pour la constituante européenne. Mais, en considérant le problème de la Fédération européenne comme presque exclusivement nôtre, nous avons senti en nous, pendant des années, le poids de la disproportion entre la grandeur de la tâche et la faiblesse de nos forces, avec une sensation de solitude et d'isolement. En réalité les forces qui se dirigent vers l'unité européenne sont extrêmement grandes, même si elles ne sont pas parfaitement conscientes d'elles-mêmes. Nous sommes la conscience de la nature de la tâche, tandis que le mouvement dans son ensemble historique, est quelque chose d'infiniment plus grand que nous. Mais pour rendre toutes ces forces conscientes de leur devoir, il faut, d'une part qu'existe la possibilité concrète de fonder le gouvernement européen, d'autre part que nous prenions l'initiative de faire participer directement les européens à la lutte pour la constitution de ce gouvernement. Cela est fait. A présent, avec le Recensement et avec l'invitation à participer à son organisation le fédéralisme, ayant rompu son isolement, entre dans l'histoire.

Sur cette intervention la discussion concernant le rapport politique a été close.

Ont été votés et approuvés à l'unanimité.

- le texte de la lettre aux organisations libres d'Europe (que nous publions de nouveau en appendice parce qu'il a été considérablement amendé par rapport à la première version);
- deux motions concernant le contrôle de la Campagne, que nous reproduisons également en appendice;
- le mode de transmission de la lettre. Celle-ci sera envoyée à tous les secrétariats nationaux centraux des différentes organisations françaises, allemandes et italiennes par la Commission de Contrôle qui en avertira les groupes au fur et à mesure de sorte que ceux-ci pourront, à leur tour, la faire parvenir aux secrétariats locaux.

Au cours de la réunion on a en outre parlé de la réorganisation de l'autofinancement et Georges Thiollière, 10 rue du Bon Pasteur, Lyon 1er (cop. 2.362.94 Lyon) a été nommé nouveau responsable de l'auto-financement français; enfin on a parlé du stage des militants de A.F. dont nous parlerons plus loin.

CIRCULAIRE DU BUREAU EXECUTIF

A la suite de sa dernière réunion le Bureau exécutif du M.F.E. a envoyé aux membres du Comité Central et à ceux des Commissions nationales ainsi qu'aux responsables régionaux, une circulaire où l'on peut lire entre autre:

"En ce qui concerne le "Recensement volontaire du peuple fédéral européen", non seulement le Mouvement a autorisé cette campagne des signatures, mais beaucoup de militants qui n'appartiennent pas au courant dit d'"Autonomie fédéraliste" se sont déclarés prêts à participer activement au recensement.

Le Bureau exécutif propose en conséquence au Comité Central la prise en considération des éléments suivants, et invite les militants responsables à s'exprimer sur ces points:

- a) le M.F.E. doit prendre à son compte la campagne;
- b) examen du symbole de la campagne;
- c) proposition que chaque région désigne un responsable pour cette activité;
- d) centralisation des fichiers par les organes administratifs ordinaires du Mouvement;
- e) le texte à faire signer pourrait demeurer le même. On pourrait y ajouter, selon les cas, des textes politiques particuliers, des cahiers de revendication, etc...
- f) problèmes de l'émission des cartes et du contrôle du financement;
- g) divers.

Les signatures pourraient être recueillies individuellement ou à l'occasion de manifestations du mouvement dans les communes ou des entreprises déterminées. Il faudra s'efforcer de profiter du recueil des signatures pour faire de nouveaux membres du M.F.E. aux conditions politiques et financières habituelles, les responsables régionaux et locaux étant chargés de coordonner les deux opérations.

Le Bureau exécutif fait confiance aux militants qui ont organisé jusqu'ici la campagne des signatures pour qu'ils fassent des propositions positives de collaboration dans ce sens avec le Bureau exécutif et être éventuellement appelés à en partager les responsabilités.

De toute façon dès à présent, tous les militants qui désirent utiliser ce type d'action sont invités à s'adresser auprès du secrétaire régional ou local ou au siège central, 6, rue de Trévisse."

Pour éviter que ne répondent en plus grand nombre ceux qui, ne connaissant pas le mécanisme de l'action pourraient faire surgir des malentendus, nous invitons tous les responsables du Recensement à écrire au Bureau exécutif. Nous les prions naturellement de rappeler la nécessité de maintenir, et un contrôle neutre automatique, apolitique, et tous les autres traits caractéristiques sans lesquels le Recensement, dénaturé, deviendrait tout à fait inefficace.

Rappelons à ce sujet les deux résolutions qui viennent d'être votées à Bâle, concernant la nécessité de maintenir un contrôle absolument intrinsèque et non soumis à des décisions politiques, sur le déroulement de la Campagne.

STAGE DE "AUTONOMIE FEDERALISTE"

Au cours de la réunion de A.F. qui s'est tenue en marge du Congrès de Montreux, on avait constaté la nécessité d'offrir aux militants autonomistes la possibilité de se réunir pour discuter non seulement les décisions (qui intéressent ce courant) à prendre au fur et à mesure, mais également les thèmes de culture politique qui sont à la base de la position autonomiste.

Pour répondre à cette nécessité, du 7 au 13 septembre prochain, sera organisé un stage auquel participeront des militants provenant des villes européennes où existe un group autonomiste.

Les détails techniques relatifs à ce stage seront communiqués par la suite à ceux qui auront envoyé leur adhésion. Toutefois nous sommes déjà en mesure de signaler qu'un militant pour chaque groupe au moins, et jusqu'à un maximum de 30 personnes, pourra jouir du logement et de la nourriture gratuitement.

Les discussions, précédés de brèves introductions, et dont les titres exacts seront communiqués ultérieurement à ceux qui auront envoyé leur adhésion, porteront sur les sujets suivants:

1) théorie générale du fédéralisme; 2) analyse du cours de l'histoire; 3) ligne politique du fédéralisme; 4) ligne organisationnelle du fédéralisme; 5) action-cadre.

Le 13 septembre, dernier jour du stage, aura lieu à Milan une manifestation publique du Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen, à laquelle les militants qui seront à Pavia, pourront assister et participer.

Pour permettre l'organisation de ce stage, ceux qui ont l'intention d'y participer sont priés d'envoyer, dans les dix jours qui suivront le reçu de cette circulaire, leur adhésion à la Section M.F.E., c/o Cannillo, via Spallanzani, 24, Pavia (Italie) afin que nous puissions immédiatement confirmer ou dédire le stage lui même. Les adhérents recevront un prospectus détaillé concernant le déroulement des travaux.

LE RECENSEMENT EN FORME PUBLIQUE A OULLINS (LYON)

Diverses manifestations publiques de la Campagne du Recensement ont encore eu lieu au cours de ces dernières semaines; celle que nous tenons à signaler ici tout en renvoyant à plus tard le commentaire détaillé (que les amis de Lyon ne nous ont pas envoyé à temps), c'est celle de Oullins qui marque pour la France l'ouverture de la Campagne publique de collecte d'adhésions.

Ce premier exemple revêt une importance d'autant plus grande qu'en France l'habitude du contact direct sur les places et dans les rues, au sens propre du mot, entre les citoyens et les hommes politiques, est moins diffusée qu'en Italie. En Italie, à l'époque des élections, c'est chose normale que d'assister à des discours des leaders politiques sur les places publiques; en France descendre dans les rues signifie plus ou moins faire la révolution.

Naturellement en Italie aussi, en dehors de l'époque des élections nationales, le fait de recueillir sur les places des adhésions à un Recensement Volontaire et l'argent nécessaire à soutenir ce Recensement, assume une forte valeur de polémique. C'est ce dont commencent à s'apercevoir et à se préoccuper les communistes, par exemple, lesquels, jusqu'à maintenant, étaient les seuls qui réussissaient à mobiliser avec vigueur une partie de la population.

Mais cette action a une valeur encore plus fortement polémique en France, où le peuple est vraiment assenti de la politique, où les leaders politiques nationaux ne parlent que dans les théâtres, à des assemblées de notables.

Il faut, il est vrai, et nous l'avons constaté, surmonter le mouvement de surprise qui est la première réaction de ceux qui n'ont jamais vu chose semblable; mais, présentée ainsi, notre requête de mettre le problème européen aux mains des citoyens européens, assume encore plus de vigueur.

L'action publique de Oullins a permis de se mettre sur cette voie et de reprendre le chemin interrompu après la première généreuse tentative des fédéralistes de France, à savoir l'organisation des élections primaires pour le C.P. E. en 1961 à Lyon.

Nous avons eu une nouvelle preuve du fait que ce genre d'action est possible en France aussi, et qu'il ne s'agit que de surmonter des hésitations et des craintes bien humaines. Nous avons eu une nouvelle preuve de l'existence d'un européisme diffus, de la disponibilité pour un geste

d'adhésion visible, et qui engage financièrement, (même si ce n'est que d'une façon presque symbolique) des citoyens de l'Europe, qu'ils soient Français, Allemands, ou Italiens. Il s'agit seulement de persévérer dans cette voie.

Annexe 1

A TOUTES LES ORGANISATIONS LIBRES D'EUROPE!

Les fédéralistes vous rappellent que l'unité européenne, idéal millénaire des plus grands esprits européens, but de ceux qui cherchèrent et de ceux qui cherchent encore à déraciner à jamais le nationalisme, symbole de la volonté de résister, avec la protection américaine, à la tentative de Staline d'asservir tous les Européens, cadre enfin, ces dernières années, du progrès économique, est sur le point de se réaliser. La meilleure preuve en est que les Etats du Marché commun, qui sont les plus avancés sur la voie de l'intégration, sont désormais obligés d'affronter sur le plan supranational les problèmes capitaux de l'économie et de la défense, et il va de soi qu'il s'agit là de problèmes qui ne peuvent pas être résolus démocratiquement et efficacement sans un gouvernement européen.

Les fédéralistes vous rappellent en outre que la fondation d'un gouvernement européen est nécessaire. Le Pacte Atlantique arrivera à son terme en 1969. Une fois ce lien disparu, il ne restera qu'un moyen pour empêcher à la fois la reprise et la consolidation des nationalismes français, italien et allemand ainsi que leur prétention de rivaliser avec l'Amérique du Nord: l'"association sur la base de la pleine égalité" entre l'Europe unie et les Etats-Unis d'Amérique souhaitée par Kennedy. Mais les gouvernements nationaux ne pourront pas traiter d'égal à égal, au nom de l'Europe, avec le gouvernement américain. Seul un gouvernement européen pourra le faire. En même temps la période transitoire du Marché commun touchera à son terme. Le problème de l'organisation définitive du marché européen se posera donc, sans délai possible. Il ne fait pas de doute que cette tâche aussi ne pourra être affrontée que par un gouvernement européen.

Enfin les fédéralistes vous rappellent que la fondation d'un gouvernement européen est possible. L'agriculture, l'industrie et le commerce y sont en grande partie favorables. Presque tous les syndicats le sont également. Et la population l'est elle aussi. Il suffit donc, pour aboutir à un gouvernement européen, de confier aux Européens eux-mêmes la solution du problème européen.

A partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, toutes les étapes intermédiaires ont été franchies. Il ne manque plus qu'un seul anneau à la chaîne, à savoir l'intervention direc

te du peuple dans la construction de l'Europe. Pour cela il faut deux choses. Sur le plan politique il s'agit d'admettre, en accord avec le principe démocratique, que le droit de choisir le régime politique de l'unité européenne revient au peuple et non pas aux gouvernements, et par conséquent de reconnaître le pouvoir constituant du peuple en question, le peuple des nations européennes, le peuple fédéral européen. Sur le plan de l'organisation il s'agit de développer, par le seul moyen dont on peut disposer au commencement, la signature d'une fiche, la campagne pour aligner tous les Européens sur la position du pouvoir constituant du peuple fédéral européen. De la sorte, au fur et à mesure qu'augmentera le nombre des adhérents grandira la force de la revendication de la Constituante. Cette campagne doit être ouverte à tous, sans aucune discrimination nationale ou de parti. Pour cette raison elle ne peut être organisée ni par les gouvernements, qui ne sont en mesure de mobiliser que leur concitoyens, ni par les partis, qui ne sont en mesure de mobiliser que leur sympathisants, mais seulement par un mouvement supranational.

Les fédéralistes ont mis au point le mécanisme d'une campagne de ce genre - le Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen - et ils vous invitent, en votre qualité d'organisations représentant les points de vue religieux, culturels, politiques et syndicaux de la liberté européenne, à participer à son organisation et à sa diffusion. Cette campagne est à la portée de tous. Elle ne nécessite aucune dépense puisqu'elle est financée par la population elle-même. Elle n'est en contradiction ni avec les idéaux de quelque groupe que ce soit au sein duquel se manifeste d'une façon authentique la civilisation européenne, ni avec les fins ultimes d'aucun parti ou groupe politique démocratique. Elle n'implique que l'acceptation du but commun à tous les hommes libres, à savoir le progrès sur la voie de la liberté, de la paix, de la justice sociale et de la fraternité avec tous les peuples du monde.

Organisations libres d'Europe!

En mettant en oeuvre cette campagne les fédéralistes ont rempli leur fonction et fait leur devoir. A vous de faire le vôtre, en la soutenant, en y participant, en la faisant connaître! Il n'y faut que de la bonne volonté. C'est pourquoi tout refus, toute hésitation, finiraient par représenter une prise de position contre la démocratie, contre le pouvoir constituant du Peuple Fédéral Européen.

Organisations libres d'Europe!

Une fois constitué un premier noyau fédéral, la fédération, à cause de son caractère ouvert, s'étendra à toute l'Europe et permettra aux Européens de construire une société plus libre, plus juste, plus apte à contribuer au développement des

pays du Tiers Monde et à la paix mondiale.

Les étapes intermédiaires ayant été parcourues, le temps des doutes et des incertitudes est révolu. Peut-être l'invitation à mobiliser le Peuple Fédéral Européen par un recensement volontaire fait-elle naître des hésitations, mais il n'y a pas de doute qu'un dessein nouveau, tel que celui de l'Etat fédéral européen, exige une entreprise nouvelle. Nous vous invitons à l'action!

Annexe 2

TEXTE DES RESOLUTIONS APPROUVEES A BALE

Les militants d'Autonomie Fédéraliste, réunis à Bâle le 28 juin 1964, décident que le fichier central du Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen ne peut être utilisé par qui que ce soit dans un but autre que celui de développer le Recensement lui-même.

Les militants d'Autonomie Fédéraliste, réunis à Bale le 28 juin 1964, décident qu'aucune concession concernant la Commission de Contrôle du Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen ne pourra être faite.